

L'église évangélique et le IIIe Reich : ou le dilemme de la conscience chrétienne dans un état totalitaire

Autor(en): **Henriod, Henry-Louis**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue de Théologie et de Philosophie**

Band (Jahr): **24 (1936)**

Heft 98

PDF erstellt am: **24.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-380285>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'ÉGLISE ÉVANGÉLIQUE ET LE III^e REICH

OU LE DILEMME DE LA CONSCIENCE CHRÉTIENNE DANS UN ÉTAT
TOTALITAIRE.

INTRODUCTION. — La révolution allemande a, depuis trois ans, des répercussions profondes et multiples, qui atteignent non seulement l'armature de l'Etat et la vie des individus, mais tous les aspects de la vie collective.

La crise spirituelle, l'idéologie du national-socialisme, les aspects divers du *Glaubensbewegung*, l'influence exercée par la *Mythologie du XX^e siècle* d'Alfred Rosenberg, qui est l'ouvrage le plus lu du III^e Reich après *Mein Kampf* de Hitler, aident à comprendre les remous qui agitent la vie religieuse et les traditions ecclésiastiques de l'Allemagne. Le bouillonnement, les heurts, les contradictions, le désordre, qui du dehors semblent caractériser la vie du protestantisme évangélique, affectent également le catholicisme allemand, bien que jusqu'ici le conflit ait été plus grave pour les protestants que pour les catholiques.

Pour présenter un tableau d'ensemble du conflit actuel de l'Eglise allemande, il faudrait analyser ou, tout au moins, esquisser les traits essentiels du néo-paganisme, donner un aperçu du renouveau théologique qui concerne non seulement les théologiens de profession, mais aussi un grand nombre de pasteurs. Il serait utile de parler du concordat conclu entre le Pape et Hitler et de ses répercussions, de toucher à divers aspects de la vie politique, et en particulier aux formations de combat du parti national-socialiste, aux causes et à l'application du paragraphe aryen. Il faudrait enfin faire allusion à la disparition des partis politiques du centre et de gauche, expliquer le remplacement des syndicats ouvriers par le front du travail, la mobilisation des adolescents dans les cadres de la Jeunesse hitlérienne.

L'espace et le temps dont nous disposons et, plus encore, nos compétences insuffisantes nous obligent à circonscrire cet article, à laisser délibérément de côté les éléments théologiques du conflit qui a surgi au sein de l'Église évangélique d'Allemagne, pour présenter aussi succinctement et objectivement que possible son aspect ecclésiastique et les faits saillants qui l'ont caractérisé jusqu'ici. Cela seul est déjà une tâche malaisée. Si nous possédons une documentation abondante, nous vivons hors d'Allemagne et, n'y ayant fait que de courts et peu fréquents séjours depuis 1933, nous ne pouvons — comme nous le répètent nos amis d'Allemagne — que partiellement comprendre et interpréter ce qui s'y passe. Enfin et surtout, le recul du temps nous fait défaut et, l'issue du conflit restant à vues humaines lointaine, ses contours ne se sont pas encore précisés. Si ces quelques pages peuvent néanmoins faire mieux comprendre l'enchaînement du drame qui se joue chez nos voisins d'Allemagne, indiquer la portée qu'il a pour l'avenir non seulement des chrétiens d'Allemagne, mais de l'Église chrétienne dans son ensemble, éveiller leurs sympathies pour les souffrances, les angoisses et les luttes de nos frères en la foi, nous estimerons n'avoir pas perdu notre temps.

L'ALLEMAGNE NOUVELLE — L'ÉGLISE PRISE AU DÉPOURVU. — La prise de pouvoir du national-socialisme, l'étonnant ralliement de la nation allemande au nouveau régime, l'autorité unique de Hitler, sont la conséquence et la contrepartie des « quatorze ans de honte et de déshonneur » d'après-guerre : mutilation territoriale de l'Allemagne, conditions imposées par ses vainqueurs, désarroi politique et social, misères et souffrances, emprise grandissante du communisme et, par-dessus tout, la condamnation morale de l'Allemagne incorporée au traité de Versailles. Hitler a rendu à sa patrie d'adoption « l'honneur national ». Avec lui, les lâchetés, le découragement et la désagrégation ont fait place dès janvier 1933 à un redressement, à un renouveau, à une volonté de service, dans un vaste plan où tout est subordonné à l'unité du peuple germanique. *Mein Kampf* a fortement influencé le nouveau credo de l'Allemagne, fondé sur le principe : *Blut und Boden*, mis en œuvre par la primauté de la nation et le *Führerprinzip*.

Les droits de l'individu, la tolérance, les conceptions démocratiques sont balayés par une mystique nouvelle d'obéissance absolue et joyeusement consentie au *Führer* et à la forme totalitaire de l'État.

Celle-ci implique une assimilation (*Gleichschaltung*) aussi bien spirituelle et intellectuelle que politique. Pour la réaliser deux méthodes complémentaires sont constamment employées : une propagande unilatérale intense et continue, issue d'un ministère nouveau et tout-puissant (1) ; la réduction au silence de toute opposition, par la menace, la violence, les camps de concentration et s'il le faut la mort.

L'Eglise évangélique d'Allemagne n'était pas préparée à faire face à ce changement radical de structure et d'idéologie de l'Etat allemand ; elle était en retard sur l'esprit du temps, divisée en une trentaine d'Eglises de « pays », dirigées en général par des hommes appartenant aux générations d'avant-guerre, restés fidèles au *Reich* impérial. Son organe central était un *Kirchenbund* présidé par un laïque distingué, le D^r Kapler.

La nouvelle orientation de la pensée théologique tendant à affirmer tout à nouveau les principes de la Réformation, manifestée en particulier dans plusieurs facultés de théologie, l'influence de Karl Barth et de ses amis insistant sur la souveraineté de Dieu dans la vie et la destinée des peuples comme des individus, par opposition au moralisme religieux et au libéralisme théologique du début du siècle, n'avaient point encore entamé les autorités ecclésiastiques. L'Eglise était en quelque sorte en marge de la vie nationale. Cependant, dès avant 1933, dans les synodes, une minorité remuante, pénétrée de l'idéal national-socialiste, cherchait à créer au sein de l'Eglise un mouvement « national-socialiste évangélique ». Ce parti avait conquis en 1932 déjà un tiers des sièges du synode prussien.

Dès ses débuts, le régime national-socialiste réclama de tous et dans tous les domaines l'application du *Führerprinzip* ; le président Kapler fit appel à la collaboration de l'évêque luthérien Marahrens et du pasteur réformé D. Hesse, pour rédiger une nouvelle constitution ecclésiastique. L'aumônier militaire Ludwig Müller leur fut adjoint, sitôt connue la décision de Hitler d'en faire son homme de confiance pour les questions ecclésiastiques. Cette constitution prévoyait l'unification des Eglises de pays par l'établissement, au-dessus des synodes provinciaux, d'un synode national et d'un évêque d'Empire, assisté d'un conseil ecclésiastique avec lequel il partagerait le pouvoir exé-

(1) Déclaration du Ministre Goebbels, *Vossische Zeitung*, 5 octobre 1933 : « La presse doit être monoforme de volonté et multiforme dans l'expression de cette volonté ».

cutif de l'Eglise évangélique d'Allemagne, sous le contrôle de l'Etat, afin d'embrasser dans son organisation les Eglises de confession réformée aussi bien que l'Eglise unie et l'Eglise luthérienne.

PREMIERE PHASE DU CONFLIT. — Le conflit qui trouble, depuis bientôt trois ans, l'Eglise évangélique d'Allemagne et qui oppose aujourd'hui la conscience chrétienne aux prétentions totalitaires de l'Etat, fut à ses débuts un combat fratricide au sein de l'Eglise même, suscité par les exigences du parti des « Chrétiens allemands » ; il porta tout d'abord sur le choix de l'évêque d'Empire.

Ce parti — dont nous reparlerons — avait rapidement gagné en influence ; il était, sur le terrain ecclésiastique et religieux, l'expression de la nouvelle idéologie et de l'ardeur conquérante du national-socialisme.

Les autorités responsables de l'Eglise, conscientes du danger qui la menaçait, ne voulurent pas remettre la direction de celle-ci au candidat des chrétiens-allemands, l'aumônier Müller. Elles nommèrent évêque le D^r Frédéric de Bodelschwingh, personnalité respectée de tous, le chef des institutions de Bielefeld. Ce choix fut confirmé à une grande majorité par les représentants officiels de toutes les Eglises. Le président Kapler, malade, jugeant son œuvre terminée, se retira.

Les chrétiens-allemands, sûrs de l'appui des autorités civiles, ne se tinrent pas pour battus. Ils organisèrent des démonstrations de protestation. Le ministre des cultes et de l'instruction, Rust, intervint en nommant, le 24 juin 1933, un commissaire d'Etat en la personne du D^r Jæger, pour « remettre de l'ordre » dans les affaires ecclésiastiques et pour prendre la direction de l'Eglise de Prusse, laissée vacante par la démission du président Kapler. Le message de Pentecôte de l'évêque Bodelschwingh ne fut pas transmis par radio ; au lieu de cela, ce fut un discours de l'aumônier Müller qui fut diffusé à travers l'Allemagne.

Intimidés par ces mesures, les dirigeants des Eglises de pays ne soutiennent pas le nouvel évêque ; Bodelschwingh, mis dans l'impossibilité de remplir le mandat qui lui avait été confié, se retire. Le commissaire, sûr de l'appui de la police, met à la retraite plusieurs dignitaires ecclésiastiques, dont le surintendant général de Brandebourg, Otto Dibelius. Aux protestations qui s'élèvent, le D^r Jæger répond que toute opposition aux mesures prises par lui sera punie comme acte hostile à l'Etat. En outre, les affaires de l'Eglise ne doivent plus être traitées dans des réunions publiques. En lieu et place

d'un culte de pénitence et d'intercession, prévu par les surintendants généraux de Prusse pour le 2 juillet, c'est un culte d'action de grâces qui est imposé, proclamant que Dieu, par le moyen de l'Etat, a ramené l'Eglise dans la voie droite.

Le 11 juillet 1933, la nouvelle constitution ecclésiastique est acceptée par les mandataires de toutes les Eglises. Elle est sanctionnée le 15 juillet par le gouvernement. Le même jour, estimant la paix rétablie, le ministre de l'instruction et des cultes de Prusse déclare terminée la tâche du commissaire et annonce que de nouvelles élections ecclésiastiques auront lieu pour toute l'Allemagne, le 23 juillet.

Ces élections donnent une prépondérance de plus des deux tiers aux chrétiens-allemands contre ceux qui leur étaient opposés et qui s'étaient groupés sous le titre d'« Evangile et Eglise ». Cette victoire fut acquise par des moyens inconnus jusque là dans la vie ecclésiastique d'Allemagne. Au cours de la campagne électorale, seuls les chrétiens-allemands furent autorisés à se servir de la presse et de la radio ; ils disposaient en outre de tout l'appareil électoral du parti national-socialiste, alors que leurs adversaires n'avaient que quelques jours pour s'organiser. Les listes d'électeurs furent corsées d'une foule d'indifférents et même de dissidents ou de catholiques. Une forte pression fut exercée par les organes du parti au pouvoir, faisant aux électeurs un devoir national de voter pour les candidats chrétiens-allemands. On utilisa l'intimidation à l'égard de leurs adversaires. Les résultats des élections dans des centres d'opposition furent faussés. Enfin, la veille des élections, le chancelier Hitler lui-même fit un appel radio-diffusé en faveur des chrétiens-allemands, alors qu'il s'était engagé, au début du régime, à laisser l'Eglise libre de régler ses affaires intérieures.

A la suite de ces élections, les évêques et surintendants généraux en fonctions sont déposés les uns après les autres et remplacés par des hommes plus jeunes, dont le principal ou seul mérite est d'être des membres convaincus et énergiques du parti national-socialiste. Plusieurs d'entre eux, du reste, furent mis à pied par la suite, pour incapacité, inconduite ou malversations.

Au synode national de Wittenberg, tenu à la fin de septembre, l'aumônier Müller est nommé évêque d'Empire, les élections ayant donné aux chrétiens-allemands une écrasante majorité. Dans son discours-programme, le nouvel évêque déclare entre autres :

Nous sommes et nous voulons rester une Eglise qui professe la foi de nos pères et nous en tenir à la justification par la foi, qui est le trésor de toutes les Eglises de la Réformation. Cet Evangile, nous voulons l'apporter à notre peuple dans sa langue et selon son génie. C'est pourquoi nous estimons que ses messagers doivent être de sang allemand.

Il termine par ces mots :

Les luttes de politique ecclésiastique sont finies. Maintenant commence le combat pour l'âme de notre peuple.

L'évêque Müller se trompait, les élections ecclésiastiques et l'orientation donnée à l'Eglise par ses nouveaux dirigeants, au lieu de mettre fin au conflit, devaient l'aggraver.

Mais, avant d'en poursuivre le récit, il est nécessaire d'indiquer succinctement les causes du succès temporaire et les caractéristiques du mouvement des chrétiens-allemands (*Glaubensbewegung*). Un de ses chefs le définit ainsi :

Nous croyons en l'avenir de l'Allemagne, c'est un acte de foi, et non un jugement rationnel. Mais il y a plus, nous sommes des chrétiens, et notre foi chrétienne n'est en rien entamée par notre foi en l'Allemagne.

Effrayés par les progrès du marxisme matérialiste sous l'ancien régime, inquiets de voir l'indifférence grandissante des masses à l'égard de la foi chrétienne et de l'Eglise, les chrétiens-allemands se proposaient, par l'union de la croix gammée et de la croix chrétienne, de redonner vie et influence à l'Eglise du III^e Reich. Ils voulaient aussi — et non sans quelque raison — rajeunir les cadres de l'Eglise, lui donner plus d'allant et plus de compréhension pour les temps nouveaux.

Le mouvement existait déjà, lorsque Hitler prit le pouvoir. Ses adhérents s'appelaient eux-mêmes les « troupes d'assaut de Jésus-Christ », par analogie aux *Sturmabteilungen* du parti national-socialiste, dont ils étaient de fervents adhérents. Un second contingent vint renforcer le mouvement au début du nouveau régime ; il se composait d'hommes de foi et d'action, et même d'un certain nombre de théologiens (dont Fezer, Schumann, Hirsch, Gogarten, Wieneke) qui, voyant dans la révolution allemande une occasion unique de renouveau religieux, s'inféodèrent au mouvement des chrétiens allemands, pour l'influencer du dedans dans le sens du christianisme évangélique. La plupart s'en sont retirés dès lors. Le mouvement se

gonfla enfin de la foule de ceux qui, soit par crainte de perdre leur fonction ou d'être privés de leur ministère pastoral, soit par la contagion que donne le succès et le pouvoir, se rangèrent sous la bannière du parti ecclésiastique qui avait la confiance du *Führer*.

Le mouvement n'a pas échappé au danger qui le menaçait. Il ne forme pas un tout homogène ; certains de ses membres ont des affinités avec la troisième confession, d'autres sont nettement évangéliques. Cependant, dans l'ensemble, unissant la croix gammée à la croix du Christ, il fait passer la première avant la seconde ; la terminologie chrétienne traditionnelle est conservée, mais son contenu est « synchronisé » selon l'idéologie nationale-socialiste. Certains sermons de Pâques portent non sur la résurrection du Christ, mais sur celle de l'esprit allemand. Le miracle chrétien, c'est le réveil de l'Allemagne nouvelle. Les prédications sur la régénération insistent sur la régénération nationale et non sur celle du pécheur individuel. On ne parle plus de péché, de repentance, mais de piété héroïque, de lutte, de combat. Ce n'est qu'au sujet de la question des races que la notion de péché est remise en honneur. Ce serait un péché contre l'ordre divin de création de ne pas conserver pure la race dite aryenne. Ce fut en effet le triste privilège des chrétiens-allemands d'exiger que, « pour obéir à la volonté de Dieu, qui a créé la nation et la race, les « non-aryens » soient exclus du ministère pastoral et en fait de l'Eglise. Libre aux juifs chrétiens d'Allemagne de se constituer en communautés séparées ».

DEUXIÈME PHASE : LE CONFLIT S'ACCUSE SOUS LE RÉGIME MÜLLER.
— Au cours des douze mois qui suivirent, soit de novembre 1933 à octobre 1934, le *Reichsbischof* s'efforça d'établir son autorité sur l'Eglise ; il échoua complètement. Au lieu de rétablir la paix et l'unité, il dressa contre lui les forces vives du protestantisme allemand. Parmi d'autres, trois faits importants contribuèrent à ce résultat : la manifestation du Palais des sports, la mise sous tutelle des organisations évangéliques de jeunesse, les répressions par la violence, dirigées par le conseiller juridique Jæger.

1. Le 13 novembre, les chrétiens-allemands organisent une manifestation monstre au Palais des sports de Berlin. Devant vingt mille personnes, sous la présidence de l'évêque Hossenfelder, chef des chrétiens-allemands, l'orateur principal, le D^r Krause, fait l'apologie de la clause aryenne et réclame son application intégrale dans

l'Eglise. Il va plus loin, il condamne l'Ancien Testament, dont l'enseignement serait périmé et nuisible à la foi allemande. Le Nouveau Testament lui-même doit être purifié de ses scories judaïques ; les écrits de saint Paul sont l'objet d'une violente critique.

Dans tous les milieux évangéliques, la réaction est intense. Le mouvement des chrétiens-allemands subit de nombreuses défections. Les nouvelles adhésions affluent aux partis d'opposition. La Faculté de théologie de Marbourg, d'autres théologiens protestent avec indignation.

La réprobation est si générale que les chrétiens-allemands sont contraints de désavouer le D^r Krause ; l'évêque Hossenfelder, qui dominait le conseil ecclésiastique de trois membres constitué par l'évêque d'Empire, doit se retirer ; l'autorité de l'évêque Müller, qui n'avait pas empêché cette manifestation, est ébranlée, ses deux autres conseillers démissionnent.

2. Quelques semaines plus tard, l'évêque Müller, sous le patronage duquel les organisations chrétiennes de jeunesse avaient été placées, accepte, malgré les protestations unanimes de leurs chefs et de leurs membres, que celles-ci soient incorporées aux troupes de la jeunesse hitlérienne. Dès lors, les membres de ces organisations, au nombre de sept cent mille, sont contraints de participer plusieurs jours par semaine aux parades, aux manifestations multiples, aux camps d'instruction de la jeunesse hitlérienne, sous la direction de Baldur von Schirach, l'un des hommes en vue du régime, dont les sympathies vont au néo-paganisme allemand. Les emblèmes et insignes distinctifs des organisations évangéliques sont supprimés, leurs activités religieuses réduites à la portion congrue.

Ces mesures, approuvées par l'évêque Müller, alors que quelques mois auparavant l'assurance avait été donnée aux chefs de la jeunesse évangélique que la liberté de leurs organisations serait respectée, ajoutent à l'indignation et à l'inquiétude des milieux religieux d'Allemagne.

Aux protestations et aux demandes qui lui sont faites de démissionner, l'évêque Müller répond tout d'abord par des concessions au sujet de l'application de la clause aryenne, puis, au début de janvier 1934, par des décrets refusant aux pasteurs le droit de critiquer les autorités ecclésiastiques. Le dimanche suivant, mille cinq cents pasteurs de l'opposition répondent du haut de la chaire : « Il faut obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes ».

Les évêques influents des Eglises de l'Allemagne occidentale et méridionale faisant cause commune avec la « Ligue de secours des pasteurs », l'opposition espère obtenir du *Führer* qu'il renonce à couvrir de son autorité l'évêque Müller. Un compromis semble probable, qu'accepteraient les chrétiens-allemands, et dont Müller ferait les frais. Hitler convoque quelques représentants des deux camps, le 25 janvier. Un rapport de la police secrète, qui a surpris un message téléphonique inoffensif, apporté par le général Gœring, qui fait irruption dans la réunion, provoque l'indignation du chancelier. Il rompt l'entretien en exigeant que la paix soit rétablie dans l'Eglise, sinon celle-ci ne serait plus reconnue par l'Etat.

Ainsi remis en selle, l'évêque Müller obtient la soumission des évêques opposants en leur faisant signer un document qui, s'il avait été refusé, aurait permis de déclarer l'opposition en révolte contre Hitler et le régime. Ce fut un coup dur porté à l'opposition, où la soumission des évêques provoqua un sentiment d'amère déception et de désapprobation.

L'évêque Müller se donne des pouvoirs dictatoriaux. L'opposition gagne néanmoins du terrain et s'organise, bien qu'entravée par les décrets, suspensions et persécutions dirigés contre elle.

Des synodes libres se tiennent en plusieurs points d'Allemagne. Les tribunaux, auxquels l'opposition s'adresse, invalident les décisions de l'évêque Müller. Ce dernier, sentant sa situation de nouveau menacée, s'adjoint comme « conseiller juridique » l'ancien commissaire Jæger, qui conserve ses fonctions de directeur d'un ministère gouvernemental, grâce auxquelles il peut se servir des armes de l'Etat.

Pour refaire l'unité de l'Eglise, Jæger cherche à anéantir l'opposition. Il s'attaque en particulier aux évêques de Wurtemberg et de Bavière. Tous les moyens lui sont bons : suspension de pasteurs, décrets de fusion des Eglises de Bavière et de Wurtemberg avec l'Eglise d'Empire, accusations mensongères contre leurs évêques, qu'il fait garder à vue à leur domicile par la police, leur interdisant de communiquer avec leurs ouailles.

Ces mesures vont à contre-fin ; les nationaux-socialistes de confession évangélique de ces deux pays se soulèvent. La paix publique étant menacée, Hitler retire son appui à l'évêque Müller et à son violent collaborateur.

Jæger rentre dans l'ombre, les évêques persécutés reprennent leur liberté et leurs fonctions. Müller, tout en restant de nom évêque

d'Empire, perd définitivement toute influence sur les événements.

Abandonné par les chrétiens-allemands qui sont eux-mêmes sur le déclin, ignoré par l'opposition, dont les efforts porteront dès lors sur la constitution d'un gouvernement ecclésiastique indépendant, l'évêque Müller n'est plus qu'un évêque soliveau.

TROISIÈME PHASE : L'ÉGLISE CONFSSIONNELLE AUX PRISES AVEC LES PRÉTENTIONS TOTALITAIRES DE L'ÉTAT. — Au synode de Dahlem, en octobre 1934, les forces opposées à l'évêque Müller et à son gouvernement ecclésiastique se sont constituées en Eglise confessionnelle, qui se déclare l'héritière légitime de l'ancienne Eglise évangélique d'Allemagne. Que de chemin parcouru depuis les élections ecclésiastiques de juillet 1933 !

A ce moment-là, seul un modeste mais énergique groupe de jeunes, *die Jungreformatrische Bewegung*, prenait nettement position contre les prétentions des chrétiens-allemands. Leur organe, *Die Junge Kirche*, fut pendant les années 1933-1934 le vaillant porte-parole des convictions évangéliques et l'un des seuls à faire connaître au public religieux d'Allemagne les causes réelles du conflit. Au début, en effet, le conflit paraissait porter sur le choix de l'évêque d'Empire et sur des questions d'administration ecclésiastique, les représentants du gouvernement, la presse officielle et les chrétiens-allemands eux-mêmes affirmant sans cesse que les questions de foi et de doctrine ne seraient en rien altérées par la nouvelle organisation de l'Eglise. Ce furent les pasteurs surtout qui prirent fait et cause contre la direction imposée à l'Eglise dans l'Allemagne nouvelle.

En face du parti des chrétiens-allemands, se dressa bientôt la « Ligue de Secours des pasteurs » (*Pfarrernotbund*) dont le pasteur Niemöller de Dahlem-Berlin, ancien commandant de sous-marin, fut l'animateur. Entravés dans leur ministère par les chrétiens-allemands, soumis à des mesures policières, accusés d'en vouloir au régime et d'être traîtres à l'Etat, ses membres, quelques milliers au début, virent leur nombre s'augmenter alors même que les violences et les persécutions s'abattaient sur eux, à mesure que l'on discernait mieux les dangers que courait l'Eglise du fait des restrictions apportées à sa liberté de témoignage et d'enseignement.

Aujourd'hui, la grande majorité des pasteurs d'Allemagne sont membres du *Pfarrernotbund* et des « Fraternités pastorales » (*Pfarrerbruderschaften*) créées par le pasteur Schulz de Barmen, association

d'entraide spirituelle, de solidarité dans la persécution et d'action commune pour sauvegarder l'héritage de la Réformation et l'intégrité de l'Eglise évangélique.

Nous avons mentionné déjà la protestation de la Faculté de théologie de Marburg contre la clause aryenne. Un grand nombre de théologiens apportèrent à l'opposition l'appui de leurs déclarations. Parmi ceux dont la pensée et l'attitude contribuèrent à opposer les vérités évangéliques à l'idéologie nouvelle et à fortifier le mouvement confessionnel, il faut signaler Karl Barth ; sa brochure, intitulée *Theologische Existenz heute*, fit sensation.

Sans réserve, disait-il, j'oppose un non catégorique à l'esprit et à la lettre de cette doctrine. Elle est étrangère à l'Eglise évangélique. La dernière heure de l'Eglise sonnerait si cette doctrine devenait celle de l'Eglise, ce qu'ont en vue les chrétiens-allemands... Mieux vaudrait pour l'Eglise évangélique qu'elle soit réduite à une poignée de chrétiens et qu'elle trouve refuge dans les catacombes, que de pactiser avec cette doctrine.

Barth joua un rôle actif dans les synodes libres ; son renvoi de l'Université de Bonn gagna des sympathies nouvelles au mouvement confessionnel en Allemagne et à l'étranger.

Les synodes libres qui se réunirent au début de 1934 en divers points d'Allemagne et, en particulier, ceux de Barmen en février, de Berlin et de Dortmund en mars, marquèrent une nouvelle avance des forces évangéliques ; nombreux furent ceux qui abandonnèrent les rangs des chrétiens-allemands ou qui sortirent de leur attitude d'expectative pour se rallier au mouvement. Une fois de plus, les interventions de police, les suspensions de pasteurs n'arrêtèrent pas sa marche en avant.

Le second synode de Barmen, fin mai 1934, marqua une étape importante. Ce fut plus qu'un synode régional, la plupart des Eglises d'Allemagne s'y étant fait représenter. Parmi les délégués se trouvaient les évêques Marahrens de Hanovre, Meiser de Bavière, Wurm de Wurtemberg. Les thèses qui furent adoptées à ce synode contenaient les affirmations suivantes : L'Eglise ne reconnaît aucune révélation que celle contenue dans la Parole de Dieu. La justification par la foi est nécessaire à l'homme. L'Eglise n'a pas à se soumettre aux conceptions philosophiques ou politiques d'une époque quelconque. Tout en reconnaissant à l'Etat, voulu de Dieu, dans un monde soumis au péché, le devoir de maintenir l'ordre et la paix, l'Eglise rejette toute doctrine selon laquelle l'Etat aurait le droit exclusif d'organiser la vie sociale de l'homme.

Les persécutions de Jæger, au lieu d'affaiblir l'opposition, contri-

buèrent à cimenter en un bloc cohérent les éléments variés qui la constituaient. Le synode de Dahlem, tenu les 19 et 20 octobre 1934, au plus fort des mesures de violence dirigées par Jæger, adopta des déclarations claires et courageuses. Elles affirment maintenir l'intégrité des confessions luthérienne et réformée et ne pas vouloir imposer aux Eglises d'Allemagne une uniformité doctrinale. Elles font état des mesures policières contre l'Eglise, prises vraisemblablement avec l'assentiment du *Führer*. Elles dénie à l'Etat le droit d'intervenir dans les questions de confession et d'organisation ecclésiastique. Le synode rompt toutes relations avec le gouvernement ecclésiastique officiel qui, ayant violé la constitution ecclésiastique, est déclaré illégal. Le synode revendique enfin l'autorité légale temporaire dans l'Eglise évangélique d'Allemagne. Il demande à toutes les Eglises de reconnaître cette autorité et au *Führer* d'accepter son statut légal. Un gouvernement ecclésiastique provisoire est constitué. L'évêque Marahrens en prend la direction générale et, pour la Prusse, le *Praeses* Koch.

C'est ainsi que, depuis plus d'une année, l'Eglise évangélique d'Allemagne possède deux autorités rivales, deux administrations : celle de l'évêque Müller, dénué de toute influence, n'ayant pour toute politique que de chercher à garder le pouvoir, et pour seul appui celui des autorités civiles. L'autre, reconnue par la plupart des Eglises, mais non par l'Etat, et qui dès sa constitution s'efforce de remédier au chaos dans lequel l'Eglise vit depuis de longs mois. Elle organise des séminaires privés pour préparer au pastorat les jeunes théologiens qui, en grand nombre, abandonnent les facultés universitaires officielles. Elle s'efforce d'assurer à nouveau l'enseignement religieux des adolescents que l'évêque Müller avait abandonné à la jeunesse hitlérienne.

Au début de juin 1935, alors que se réunissait à Augsburg le troisième synode confessionnel, une série de mesures semblèrent donner raison aux modérés : l'élargissement de la plupart des pasteurs qui étaient internés dans des camps de concentration, la présence au synode d'un fonctionnaire délégué par le ministère de l'intérieur, le rejet par la cour d'appel de Berlin de la plainte déposée par l'évêque Müller contre l'emploi du terme « gouvernement provisoire de l'Eglise ». Le synode affirma à nouveau que l'obéissance de l'Eglise envers l'Etat ne pouvait aller à l'encontre des commandements divins. Il protesta, une fois de plus, contre les interdictions frappant les jeunes évangéliques et contre la défense faite aux professeurs de théologie de s'occuper du conflit.

Mais la réponse du gouvernement ne fut pas celle qu'espéraient les délégués de l'Eglise confessionnelle. Le régime ne pouvait accepter de capituler, ni se désintéresser du sort de l'Eglise en la séparant de l'Etat, — Etat totalitaire, ne l'oublions pas.

Le 27 juin, une nouvelle loi institue une procédure spéciale, dépendant du ministère de l'intérieur, pour le règlement juridique des affaires ecclésiastiques, de façon à les soustraire au droit commun. Les mesures destinées à évincer le clergé de l'administration des finances ecclésiastiques s'étendent graduellement à tout le pays.

L'Eglise catholique qui, jusque là, avait moins souffert que l'Eglise protestante des ingérences de l'Etat, grâce au concordat signé au début du régime, subit à son tour les attaques de la presse, de la police et des maîtres du pouvoir. Des procès retentissants sont intentés à plusieurs évêques pour de prétendues infractions à la loi sur les devises.

A l'occasion d'une fête du solstice, Gœring, président du Conseil de Prusse, fulmine contre le catholicisme politique, contre les « querelles de curés » qui divisent l'Allemagne et parle en termes méprisants « des dogmes, auxquels certains ont la prétention d'attribuer quelque importance ». Il s'indigne contre les « éléments hostiles à l'Etat national-socialiste qui s'abritent sous la bannière religieuse ». Peu après, le ministre Frick déclare que « les associations confessionnelles de jeunesse ne sont plus de notre temps et qu'elles s'occupent de bien des choses qui sont du domaine exclusif de l'Etat ».

Quelques semaines plus tard, Gœbbels, ministre de la propagande, prononce à Essen un grand discours, dans lequel il affirme que le régime national-socialiste entend rester sur le terrain du christianisme positif, mais à la condition que les Eglises soutiennent sans réserve le régime. « Le monde verra — dit-il en terminant — comment, au cours des prochaines semaines, l'Allemagne traitera les agitateurs. Il n'y a qu'un moyen pour les Eglises de sauver la paix, c'est de servir Dieu, pendant que les nationaux-socialistes servent la nation. »

Bien qu'adressées à l'Eglise romaine, ces menaces visent aussi les confessionnels.

Après avoir renforcé les pouvoirs du ministère de l'intérieur sur les questions juridiques de l'Eglise, le gouvernement crée en juillet un ministre d'Etat des affaires ecclésiastiques, en la personne du Dr Kerrl, ancien ministre de la justice du régime, qui reçoit des pou-

voirs illimités. Pendant plusieurs semaines ce nouveau ministre n'intervient dans le conflit que par des consultations et des entretiens avec les intéressés. Il constitue ensuite un « comité de l'Eglise du Reich » destiné à refaire l'unité de l'Eglise. Il choisit à cet effet un groupe d'hommes aux opinions modérées, de tendances diverses et pris dans les deux camps, qu'il place sous la présidence du surintendant général Zœllner, âgé de soixante-seize ans.

Le 17 août 1935, le synode confessionnel de Silésie est dissous par les autorités civiles. Le 8 novembre, une centaine d'agents de la police secrète fouillent la « Burckhardt Haus » de Berlin, siège des Unions chrétiennes de jeunes filles, où sont installés aussi un séminaire de théologie et le quartier général du gouvernement provisoire de l'Eglise.

Ce dernier, qui a adopté une attitude d'expectative tant à l'égard du ministre Kerrl que de son comité de l'Eglise du Reich, ne refuse pas les pourparlers qui, selon plusieurs de ses membres, pourraient aboutir à une solution pacifique du conflit. Cependant, le 27 novembre, à la suite d'un entretien accordé par Hitler au ministre Kerrl, celui-ci a une entrevue qui devient bientôt orageuse avec les dirigeants de l'Eglise confessionnelle. L'entretien se termine par des menaces de dissolution. Le 2 décembre, le ministre Kerrl promulgue un important décret, par lequel il établit la censure préventive obligatoire de tous documents et communications issus d'autres autorités que des administrations ecclésiastiques dépendant de lui. Il interdit toute collecte de fonds, de même que la consécration et l'installation de pasteurs sans autorisation officielle.

Ce décret vise à paralyser toute activité d'opposition et à réduire à merci le gouvernement provisoire de l'Eglise et le mouvement confessionnel. Selon Karl Barth, « le sens véritable de ce décret, c'est la mainmise sur la substance même de l'Eglise, car le témoignage et l'organisation de l'Eglise sont inséparables. Les conséquences les plus graves sont à prévoir ».

Ignorant volontairement ce décret, dès le lendemain les chefs de l'Eglise confessionnelle procèdent à la consécration au pastorat de plusieurs candidats. Cependant, à l'heure où nous écrivons, aucune sanction n'a été prise contre eux, bien qu'ils aient déclaré ouvertement ce décret inacceptable, parce que contraire à la liberté de témoignage de l'Eglise.

CONCLUSION.

Ainsi, à la veille de Noël 1935, la situation reste aussi confuse, et même plus confuse, qu'elle ne l'a été précédemment.

L'évêque Müller, qui avait reçu pour mandat d'unifier l'Eglise évangélique d'Allemagne, a complètement échoué, son autorité s'est effondrée. Les interventions du gouvernement, les méthodes de violence dont il s'est servi ont eu pour résultat de donner à l'Eglise comme tout à nouveau la conscience des tâches et des devoirs qu'elle a reçus de Dieu.

Le parti des chrétiens-allemands s'est discrédité et a perdu toute influence, mais l'opposition manque d'unité. C'est sincèrement sans doute que le gouvernement désire voir la paix établie dans l'Eglise, ainsi qu'entre l'Eglise et l'Etat. C'est à quoi, après l'évêque Müller, après le commissaire Jæger, le ministre Kerrl s'efforce d'arriver. Par le moyen du « Comité de l'Eglise du Reich » créé pour deux ans, il espère éviter un schisme, qui priverait l'Eglise d'Etat des forces vives du protestantisme allemand ; il espère éviter surtout au régime une entorse grave au principe totalitaire, alors que, sur le plan politique et social, un seul parti subsiste. Selon l'idéologie de ce parti, aujourd'hui tout-puissant, une Eglise indépendante de l'Etat est inconcevable. Tout semble indiquer que le ministre Kerrl vise à l'établissement d'une Eglise soumise à l'Etat et que, pour y arriver, il cherche à remplacer à la fois le gouvernement ecclésiastique officiel et le gouvernement provisoire de l'opposition.

Unis sur les principes qui sont à la base de l'Eglise et dans la résistance aux mesures de violence mises en œuvre contre eux, les chefs confessionnels sont divisés en ce qui concerne la politique à suivre à l'égard de l'Etat. Les uns estiment que le témoignage et l'organisation de l'Eglise sont inséparables et ne sont ni l'un ni l'autre du domaine de l'Etat, partant qu'aucun compromis n'est possible. Les autres, parmi eux l'évêque Marahrens et d'autres évêques, n'ont pas perdu l'espoir que par une politique conciliatrice l'on obtiendra du *Führer* la retraite de l'évêque d'Empire et les garanties nécessaires à l'Eglise, reconnue et subventionnée par l'Etat.

La presse allemande, les discours officiels ont fait souvent allusion au conflit ecclésiastique comme s'il se réduisait à une question de personnes, à une lutte pour arriver au pouvoir dans l'Eglise. Il n'en est rien. Il ne s'agit pas non plus d'un conflit portant sur des ques-

tions d'organisation ou de procédure, ni même de justice humaine. La résistance aux prétentions de l'Etat et aux injonctions de ses autorités n'est pas non plus une réaction déguisée contre le régime national-socialiste, ni un combat au nom d'une conception libérale de l'homme. La lutte entreprise est une lutte où l'existence même de l'Eglise de Jésus-Christ est engagée.

Ce n'est pas l'Eglise qui a jeté le trouble dans la vie de la nation. C'est l'Etat qui est intervenu dans un domaine qui ne lui appartient pas. Après avoir solennellement déclaré qu'il laisserait à l'Eglise le soin de régler ses propres affaires, le chancelier lui-même est intervenu à la veille des élections ecclésiastiques de 1933 ; il a permis que les forces de l'Etat soient mises au service d'un parti ecclésiastique contre ses adversaires, loyaux citoyens du III^e Reich. Il a négligé les enseignements de l'histoire, qui a toujours montré que, sur le plan de la conscience et de la foi, les persécutions et les violences vont à contre-fin. Un juge de la Cour suprême de Leipzig, le D^r Flor, l'a déclaré en 1933 déjà : « L'Eglise n'a pas outrepassé ses compétences ; c'est l'Etat qui, d'une façon manifeste, s'est ingéré dans le domaine de l'Eglise. La procédure adoptée à l'égard de l'Eglise évangélique de Prusse est insoutenable du point de vue légal ».

Quel que soit le résultat du conflit, un fait capital demeure : l'Eglise confessante vit, lutte, pense et prie. En dernière analyse, il s'agit d'une controverse de principes, d'un conflit théologique entre deux conceptions de la Révélation : l'une naturelle, qui se trouverait dans la nature, dans l'histoire aussi bien que dans la Bible ; l'autre pour qui seuls Jésus-Christ et l'Evangile sont source de révélation. Cet aspect du conflit mériterait à lui seul une étude étendue, qui montrerait aussi les conséquences qu'ont pour le chrétien ces principes, dans ses rapports respectifs avec l'Eglise et avec l'Etat.

L'incertitude du lendemain qui, depuis près de trois ans, est le lot de chaque chrétien, chaque jour, l'atmosphère de méfiance, de suspicion, d'inquiétude dans laquelle il doit poursuivre sa route, les menaces et les persécutions dont les pasteurs et les chefs de file sont l'objet, au lieu d'abattre les courages ou de conduire à la résignation, ont donné une sève religieuse aux prédications, une soif de vérité divine, une puissance de consolation et de consécration, un rayonnement à la Parole de Dieu, que ceux qui sont à l'abri de la tourmente peuvent envier à leurs frères en la foi d'Allemagne.

Henry-Louis HENRIOD